

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

(Conclue le 2 octobre 1973)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable aux obligations alimentaires envers les adultes,

Désirant coordonner ces dispositions et celles de la Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime.

Article 2

La Convention ne règle que les conflits de lois en matière d'obligations alimentaires.

Les décisions rendues en application de la Convention ne préjugent pas de l'existence d'une des relations visées à l'article premier.

Article 3

La loi désignée par la Convention s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

CHAPITRE II – LOI APPLICABLE

Article 4

La loi interne de la résidence habituelle du créancier d'aliments régit les obligations alimentaires visées à l'article premier.

En cas de changement de la résidence habituelle du créancier, la loi interne de la nouvelle résidence habituelle s'applique à partir du moment où le changement est survenu.

Article 5

La loi nationale commune s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu de la loi visée à l'article 4.

Article 6

La loi interne de l'autorité saisie s'applique lorsque le créancier ne peut obtenir d'aliments du débiteur en vertu des lois visées aux articles 4 et 5.

Article 7

Dans les relations alimentaires entre collatéraux et entre alliés, le débiteur peut opposer à la prétention du créancier l'absence d'obligation à son égard suivant leur loi nationale commune ou, à défaut de nationalité commune, suivant la loi interne de sa résidence habituelle.

Article 8

Par dérogation aux articles 4 à 6, la loi appliquée au divorce régit, dans l'Etat contractant où celui-ci est prononcé ou reconnu, les obligations alimentaires entre époux divorcés et la révision des décisions relatives à ces obligations.

L'alinéa qui précède s'applique également aux cas de séparation de corps, de nullité ou d'annulation du mariage.

Article 9

Le droit d'une institution publique d'obtenir le remboursement de la prestation fournie au créancier est soumis à la loi qui régit l'institution.

Article 10

La loi applicable à l'obligation alimentaire détermine notamment:

1. si, dans quelle mesure et à qui le créancier peut réclamer des aliments;
2. qui est admis à intenter l'action alimentaire et quels sont les délais pour l'intenter;
3. les limites de l'obligation du débiteur, lorsque l'institution publique qui a fourni des aliments au créancier demande le remboursement de sa prestation.

Article 11

L'application de la loi désignée par la Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Toutefois, même si la loi applicable en dispose autrement, il doit être tenu compte des besoins du créancier et des ressources du débiteur dans la détermination du montant de la prestation alimentaire.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12

La Convention ne s'applique pas aux aliments réclamés dans un Etat contractant pour la période antérieure à son entrée en vigueur dans cet Etat.

Article 13

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de n'appliquer la Convention qu'aux obligations alimentaires:

1. entre époux et ex-époux;
2. envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 14

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, se réserver le droit de ne pas appliquer la Convention aux obligations alimentaires:

1. entre collatéraux;
2. entre alliés;
3. entre époux divorcés, séparés de corps, ou dont le mariage a été déclaré nul ou annulé, lorsque la décision de divorce, de séparation, de nullité ou d'annulation de mariage a été rendue par défaut dans un Etat où la partie défaillante n'avait pas sa résidence habituelle.

Article 15

Tout Etat contractant pourra, conformément à l'article 24, faire une réserve aux termes de laquelle ses autorités appliqueront sa loi interne lorsque le créancier et le débiteur ont la nationalité de cet Etat, et si le débiteur y a sa résidence habituelle.

Article 16

Si la loi d'un Etat qui connaît, en matière d'obligations alimentaires, deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale ou personnelle doit être prise en considération - comme en cas de référence à la loi de la résidence habituelle du créancier ou du débiteur ou à la loi nationale commune -, il y a lieu d'appliquer le système désigné par les règles en vigueur dans cet Etat ou, à défaut, le système avec lequel les intéressés ont les liens les plus étroits.

Article 17

Un Etat contractant dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations alimentaires n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits de lois intéressant uniquement ses unités territoriales.

Article 18

La Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui y sont Parties, la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, conclue à La Haye, le 24 octobre 1956.

Toutefois, l'alinéa premier ne s'applique pas à l'Etat, qui par la réserve prévue à l'article 13, a exclu l'application de la présente Convention aux obligations alimentaires envers une personne âgée de moins de vingt et un ans et qui n'a pas été mariée.

Article 19

La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels un Etat contractant est ou sera Partie et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

Article 20

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 21

Tout Etat qui n'est devenu Membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice,

pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 25, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 22

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation, de l'acceptation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 23

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière d'obligations alimentaires pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Article 24

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 13 à 15. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 22, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effets limités aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 25

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu à l'article 20.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

- pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion;
- pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 22, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 26

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 25, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 27

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 21:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 20;
2. la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 25;
3. les adhésions visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet;
4. les extensions visées à l'article 22 et la date à laquelle elles auront effet;
5. les déclarations mentionnées à l'article 23, ainsi que leurs modifications et la date à laquelle ces déclarations et ces modifications auront effet;
6. les dénonciations visées à l'article 26;
7. les réserves prévues aux articles 13 à 15 et 24 et le retrait des réserves prévu à l'article 24.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

CONVENTION ON THE LAW APPLICABLE TO MAINTENANCE OBLIGATIONS

(Concluded October 2nd, 1973)

The States signatory to this Convention,

Desiring to establish common provisions concerning the law applicable to maintenance obligations in respect of adults,

Desiring to coordinate these provisions and those of the Convention of the 24th of October 1956 on the Law Applicable to Maintenance Obligations in Respect of Children,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions:

CHAPTER I – SCOPE OF CONVENTION

Article 1

This Convention shall apply to maintenance obligations arising from a family relationship, parentage, marriage or affinity, including a maintenance obligation in respect of a child who is not legitimate.

Article 2

This Convention shall govern only conflicts of laws in respect of maintenance obligations.

Decisions rendered in application of this Convention shall be without prejudice to the existence of any of the relationships referred to in Article 1.

Article 3

The law designated by this Convention shall apply irrespective of any requirement of reciprocity and whether or not it is the law of a Contracting State.

CHAPTER II – APPLICABLE LAW

Article 4

The internal law of the habitual residence of the maintenance creditor shall govern the maintenance obligations referred to in Article 1.

In the case of a change in the habitual residence of the creditor, the internal law of the new habitual residence shall apply as from the moment when the change occurs.

Article 5

If the creditor is unable, by virtue of the law referred to in Article 4, to obtain maintenance from the debtor, the law of their common nationality shall apply.

Article 6

If the creditor is unable, by virtue of the laws referred to in Articles 4 and 5, to obtain maintenance from the debtor, the internal law of the authority seized shall apply.

Article 7

In the case of a maintenance obligation between persons related collaterally or by affinity, the debtor may contest a request from the creditor on the ground that there is no such obligation under the law of their common nationality or, in the absence of a common nationality, under the internal law of the debtor's habitual residence.

Article 8

Notwithstanding the provisions of Articles 4 to 6, the law applied to a divorce shall, in a Contracting State in which the divorce is granted or recognised, govern the maintenance obligations between the divorced spouses and the revision of decisions relating to these obligations.

The preceding paragraph shall apply also in the case of a legal separation and in the case of a marriage which has been declared void or annulled.

Article 9

The right of a public body to obtain reimbursement of benefits provided for the maintenance creditor shall be governed by the law to which the body is subject.

Article 10

The law applicable to a maintenance obligation shall determine *inter alia* –

(1) whether, to what extent and from whom a creditor may claim maintenance;

(2) who is entitled to institute maintenance proceedings and the time limits for their institution;

(3) the extent of the obligation of a maintenance debtor, where a public body seeks reimbursement of benefits provided for a creditor.

Article 11

The application of the law designated by this Convention may be refused only if it is manifestly incompatible with public policy ("ordre public").

However, even if the applicable law provides otherwise, the needs of the creditor and the resources of the debtor shall be taken into account in determining the amount of maintenance.

CHAPTER III – MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 12

This Convention shall not apply to maintenance claimed in a Contracting State relating to a period prior to its entry into force in that State.

Article 13

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, reserve the right to apply this Convention only to maintenance obligations –

- (1) between spouses and former spouses;
- (2) in respect of a person who has not attained the age of twenty-one years and has not been married.

Article 14

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, reserve the right not to apply this Convention to maintenance obligations –

- (1) between persons related collaterally;
- (2) between persons related by affinity;
- (3) between divorced or legally separated spouses or spouses whose marriage has been declared void or annulled if the decree of divorce, legal separation, nullity or annulment has been rendered by default in a State in which the defaulting party did not have his habitual residence.

Article 15

Any Contracting State may, in accordance with Article 24, make a reservation to the effect that its authorities shall apply its internal law if the creditor and the debtor are both nationals of that State and if the debtor has his habitual residence there.

Article 16

Where the law of a State, having in matters of maintenance obligations two or more systems of law of territorial or personal application, must be taken into consideration - as may be the case if a reference is made to the law of the habitual residence of the creditor or the debtor or to the law of common nationality, reference shall be made to the system designated by the rules in force in that State or, if there are no such rules, to the system with which the persons concerned are most closely connected.

Article 17

A Contracting State within which different territorial units have their own rules of law in matters of maintenance obligations is not bound to apply this Convention to conflicts of law concerned solely with its territorial units.

Article 18

This Convention shall replace, in the relations between the States who are Parties to it, the Convention on the Law Applicable to Maintenance Obligations in Respect of Children, concluded at The Hague, the 24th of October 1956.

However, the preceding paragraph shall not apply to a State which, by virtue of the reservation provided for in Article 13, has excluded the application of this Convention to maintenance obligations in respect of a person who has not attained the age of twenty-one years and has not been married.

Article 19

This Convention shall not affect any other international instrument containing provisions on matters governed by this Convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party.

CHAPTER IV – FINAL PROVISIONS

Article 20

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 21

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 25.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 22

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 23

A Contracting State which has two or more territorial units in which different systems of law apply in matters of maintenance obligations may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time thereafter.

These declarations shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, and shall state expressly the territorial unit to which the Convention applies.

Article 24

Any State may, not later than the moment of its ratification, acceptance, approval or accession, make one or more of the reservations referred to in Articles 13 to 15. No other reservation shall be permitted.

Any State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 22, make one or more of the said reservations applicable to all or some of the territories mentioned in the extension.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 25

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 20.

Thereafter the Convention shall enter into force

– for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;

– for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of accession;

– for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 22, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 26

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 25, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 27

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 21, of the following –

(1) the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 20;

(2) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 25;

(3) the accessions referred to in Article 21 and the dates on which they take effect;

(4) the extensions referred to in Article 22 and the dates on which they take effect;

(5) the declarations referred to in Article 23, as well as modifications of them and the dates on which these declarations and their modifications take effect;

(6) the denunciations referred to in Article 26;

(7) the reservations referred to in Articles 13 to 15 and 24 and the withdrawals of the reservations referred to in Article 24.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 2nd day of October, 1973, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. J. van der ...', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands